

RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BOIS DE LA PIERRE DU 13/12/2024

Le 13 décembre 2024, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de Bois de la Pierre s'est réuni en mairie, sur la convocation de Monsieur le Maire, affichée 06 décembre 2024 et transmise par voie électronique le 06 décembre 2024, et sous la présidence de ce dernier.

Présents : WAWRZYNIAK Stéphane, DI MARE Jocelyne, BOINEAU Laëtitia, GARCIA VILLAR Amandine, GROOT Hester, WOUTERS Éric.

Absents :

Absents mais ayant donné pouvoir : BRISSEAU Jérôme, BERGES Deolinda, RAMBLA DINNAT Estelle.

Secrétaire de séance : MARLATS Laurence.

Après avoir accueilli les participants et constaté que le quorum était atteint, le Président de séance propose de procéder à l'examen de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

- 1 – Délibération : Zones d'accélération des énergies renouvelables,
- 2 – Délibération : Devis et étude complémentaires du dossier réglementaire pour la création de la station d'épuration,
- 3 – Délibération : Travaux toiture local du tennis,
- 4 – Délibération : Dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025,
- 5 – Délibération : Prévoyance et complémentaire santé agent – révision des taux 2025,
- 6- Délibération : Vote du Compte Administratif 2023 (demande préfectorale car voté sans quorum),
- 7- Délibération : Encaissement don Jacques,
- 8- Délibération : Aménagement paysager tennis,
- 9- Questions diverses.

Monsieur le Maire, donne lecture du compte-rendu du Conseil Municipal du 03 décembre 2024 et le soumet à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

1- ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le dossier d'identification des zones d'accélération de la production des énergies renouvelables (zones limitées aux parties urbaines et construites) :

L'article 15 de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables, confère aux communes la définition de zones d'accélération pour l'implantation terrestre de production d'énergies renouvelables (ZAE nR). Les secteurs potentiels de développement doivent s'inscrire dans une démarche de planification territoriale de l'énergie, de solidarité entre les territoires et de sécurisation de l'approvisionnement.

Le conseil municipal,

- après avoir réalisé un processus de concertation, par la mise à disposition du public apte à formuler ses observations quant aux propositions de zones d'accélération, consultables en mairie de Bois de la Pierre ayant fait l'objet d'une présentation en réunion publique du 8 novembre 2023 à 19h.

- et après en avoir délibéré en son sein en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installées,

Le conseil municipal décide à l'unanimité :

Article 1 :

- de définir, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné conformément à l'article 15 de la loi n°2023-175, les zones d'accélération de production d'énergies renouvelables telles que précisées en annexe 1 à la présente délibération et dans les plans joints.

Article 2 :

- de notifier ces propositions au référent préfectoral unique de la Haute Garonne et ampliation à l'EPCI CC Volvestre et à l'établissement public en charge de l'établissement du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Sud Toulousain.

2- DEVIS ET ÉTUDE COMPLÉMENTAIRES DU DOSSIER RÉGLEMENTAIRE POUR LA CRÉATION DE LA STATION D'ÉPURATION.

Monsieur le Maire présente le devis de COM ET ENVIRONNEMENT transmis par NALDEO (Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station d'épuration et la réalisation de l'assainissement) pour sous-traiter l'étude de la fonctionnalité de la zone humide existante, l'analyse des caractéristiques écologiques du site pressenti pour la compensation et la préconisation de mise en oeuvre d'actions de compensation.

Le devis de la société COM et ENVIRONNEMENT pour le montant de l'étude HT est de : 3 514,00 € soit TTC : 4 216,80 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,

APPROUVE les travaux et les devis retenus,

AUTORISE les personnes chargées du dossier à procéder à la réalisation des travaux.

3- TRAVAUX TOITURE LOCAL DU TENNIS.

Madame Amandine GARCIA-VILLAR, en charge du dossier avec Madame Hester GROOT et Monsieur Jérôme BRISSEAU présente à l'assemblée le devis pour la réfection de la toiture du local du tennis.

Le devis de la société PEPJ se chiffre à 4 875 € HT soit 5 850 € TTC,

Il concerne les travaux de dépose et d'évacuation des tuiles canal en centre de tri, la dépose et l'évacuation des plaques fibro-ciment en centre de tri spécialisé en raison d'amiante, la fourniture et mise en place de panneaux et d'une étanchéité sur pignon et le nettoyage du chantier.

Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,

APPROUVE les travaux et le devis retenu,

AUTORISE les personnes chargées du dossier à procéder à la réalisation des travaux,

4- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de

fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement du capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Il indique que l'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits. Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption. Il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % avant l'adoption du budget principal qui devra intervenir avant le 15 avril 2025.

Où l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres,

AUTORISE jusqu'à l'adoption du budget primitif 2025, le Maire à engager liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

5- PRÉVOYANCE ET COMPLÉMENTAIRE SANTÉ AGENT – RÉVISION DES TAUX 2025.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la mise en place de la protection sociale complémentaire de l'agent :

- Adhésion à la convention de participation prévoyance au 01/01/2025,
- Adhésion à la convention de de participation santé au 01/12/2024.

Il convient de délibérer sur le renouvellement annuel de la protection sociale de l'agent.

Il rappelle à l'assemblée que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art. 88-2) ouvre la possibilité aux employeurs publics (Etat, Collectivités locales, Hôpitaux...) de participer financièrement aux garanties de protection sociale souscrites par leurs agents en matière de santé et/ou de prévoyance.

Le montant de la participation 2024 de la commune à la Mutuelle Nationale Territoriale était :

Pour le risque Santé : 123,94 €

Le montant de la participation 2025 de la Commune par :

Mutuelle Nationale Territoriale est de : pour le risque Santé : 127,04 €

Territoria Mutuelle est de : pour le risque Prévoyance : taux de 1,65 % pour les garanties obligatoires.

Les modalités de versement de la participation sont les suivantes : à savoir directement à l'agent par le biais de son bulletin de salaire tous les mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DÉCIDE de participer mensuellement à la protection sociale de l'agent à hauteur du montant des cotisations 2025 réclamées par la Mutuelle Nationale Territoriale et Territoria Mutuelle.**
- **PRÉCISE que les crédits suffisants seront prévus au budget de l'exercice.**

6- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (DEMANDE PRÉFECTORALE CAR VOTÉ SANS QUORUM).

Le contrôle de légalité ayant soulevé l'absence de quorum lors du vote le 12 avril 2024 par le Conseil municipal du compte administratif 2023, il a été demandé à l'assemblée de se prononcer sur l'adoption du compte administratif 2023.

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2023 à l'assemblée qui s'établit comme suit :

Fonctionnement :

Recettes :	307 310,50 €
Dépenses :	184 640,22 €
Excédent de clôture :	127 997 ,89 €

Investissement :

Recettes :	44 193,71 €
Dépenses :	59 168,46 €
Excédent de clôture :	12 701,94 €

Considérant que le compte administratif est en correspondance avec le compte de gestion du même exercice par le comptable public de la commune de BOIS-DE-LA-PIERRE,
Monsieur le Maire se retire et madame DI MARE Jocelyne (1^{ère} Adjointe au Maire) demande au Conseil municipal de se prononcer sur le compte administratif 2023.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

ADOpte le compte administratif de la commune pour l'exercice 2023.

7- ENCAISSEMENT DON JACQUEL.

Monsieur Le Maire expose au Conseil Municipal que Madame JACQUEL souhaite faire don à la Commune d'une somme de 200 euros qui n'est grevé ni de conditions ni de charges pour dédommager la commune suite à la casse du bar lors de la location de la salle des fêtes.

Il invite l'Assemblée à accepter ce don, étant précisé qu'en application de l'article L.2242-1 du Code Général des Collectivités Territoriales « *le conseil municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune* ».

Le Conseil Municipal, oui l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

Considérant que la donation n'est grevée d'aucune condition, ni d'aucune charge pour la Commune,

ACCEPTE le don d'un montant de 200 euros effectué par Mme JACQUEL.

8- AMÉNAGEMENT PAYSAGER TENNIS.

Madame Amandine GARCIA-VILLAR, en charge du dossier avec Madame Hester GROOT et Monsieur Jérôme BRISSEAU expose à l'assemblée les différents devis pour l'aménagement paysager du tennis à réaliser.

Elle présente les devis suivants :

- Devis SOINS DES CIMES : Abattage des cyprès pour un montant total de 3 550,00 € HT soit 4 260,00 € TTC,
- Devis SOINS DES CIMES : Terrassement, engazonnement, plantation terrain de tennis pour un montant total de 5 350,96 € HT soit 6 421,15 € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,

APPROUVE les travaux et les devis retenus,

AUTORISE les personnes chargées du dossier à procéder à la réalisation des travaux.

9- QUESTIONS DIVERSES.**1- Réparation robinet de la Mairie :**

Les conseillers municipaux indiquent qu'un robinet des sanitaires de la mairie fuit et qu'il conviendrait de le faire réparer. Un devis sera demandé à un artisan pour l'arranger.

2- Demande de deux administrés :

Monsieur le Maire indique que Messieurs LASSEUBE questionnent sur la possibilité de rénovation du monument de sépulture de Monsieur JALLIER.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire, clôture la séance à 23 heures 30.

Les délibérations prises au cours de la séance sont numérotées de 2024-05-11-01 à 2024-05-11-08.

Liste des membres présents :

- WAWRZYNIAK Stéphane ;
- DI MARE Jocelyne ;
- GARCIA VILLAR Amandine ;
- GROOT Hester ;
- MARLATS Laurence ;
- WOUTERS Éric.

Signature de Monsieur le Maire :

WAWRZYNIAK Stéphane



Signature du secrétaire de séance :

MARLATS Laurence